

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le rôle des autorités locales dans la lutte contre le dérèglement climatique, à Paris le 4 décembre 2015.

Madame la maire de Paris, chère Anne HIDALGO,

Monsieur l'envoyé spécial, cher Michael BLOMBERG,

Mesdames, messieurs les maires, présidents des autorités locales,

Votre présence ici est un formidable signe d'engagement et de solidarité. De solidarité après les épreuves que la France a traversées, Paris et la ville de Saint-Denis ont été touchées par des crimes abjects et vous avez su montrer à travers de multiples messages, de multiples formes, ces monuments pavoisés, ces hymnes chantés et notamment la Marseillaise, vous avez su convaincre la planète qu'elle était une : et qu'il y avait effectivement une lutte contre le terrorisme qui ne pouvait pas se limiter à quelques pays et qui nous concernait tous.

Paris a été frappée mais d'autres villes l'ont été, encore récemment, je pense à Bamako. Mais il y a eu d'autres actes terroristes odieux : je pense à ce qui s'est passé en Turquie, ce qui hélas, a concerné un avion entre Charm el-Cheikh et Saint-Pétersbourg. Nous sommes tous concernés, parce que le terrorisme veut frapper partout, chaque fois qu'il peut briser une collectivité, affecter un pays, et détruire des modes de vie.

Nous sommes donc tous mobilisés et j'interprète votre présence ici comme votre volonté de prendre votre part, les villes, les autorités locales. Nous avons deux devoirs, le premier c'est de faire en sorte de nous protéger, d'assurer la sécurité, les Etats doivent agir, les villes aussi. Nous avons un autre devoir qui est de marquer une cohésion, une solidarité, une lutte implacable contre les inégalités à l'échelle de nos pays respectifs, à l'échelle du monde également.

Puis il y a cette vocation universelle qui définit chacune et chacun d'entre nous. Nous agissons au plan local mais nous voulons aussi peser au plan mondial. C'est le sens même de ce rassemblement dans le cadre de la Conférence sur le Climat à Paris. Ces travaux ont commencé déjà depuis lundi, 150 chefs d'Etat et de gouvernement sont venus. C'est déjà en ce sens-là un événement considérable, 150 chefs d'Etat et de gouvernement qui représentent des pays de taille différente, des philosophies différentes, parfois même des intérêts différents et qui étaient là pour donner une impulsion politique indispensable, pour que la Conférence sur le Climat se termine non seulement avec un accord mais avec un accord ambitieux, un accord universel qui concerne tous les pays.

D'où les contributions nationales qui ont été déposées, puisqu'il y en a aujourd'hui plus de 180. Un accord qui doit être forcément contraignant, sinon à quoi servirait de faire des déclarations si elles ne sont pas suivies d'effets. Un accord qui doit être durable, ce qui veut dire être révisé périodiquement et enfin un accord qui doit être différencié pour tenir compte des spécificités, celles que vous représentez.

Alors les chefs d'Etat et de gouvernement se sont réunis et puis vous, vous êtes ici à Paris autour de Michael BLOMBERG et d'Anne HIDALGO. Le représentant spécial des Nations unies qui depuis plusieurs mois et même depuis plusieurs années porte avec vous le message qu'il n'y aura véritablement d'action contre le changement climatique que s'il y a la mobilisation de tous ceux qui, au plan local, décident, investissent, agissent.

que, ce plan local, régional, international, européen.

Vous avez depuis plusieurs mois préparé à travers plusieurs rendez-vous, - je pense notamment au Sommet de Lyon qui s'était réuni il y a quelques mois et voulu que votre grande Association des maires et des autorités locales puisse être partie prenante de la négociation. Vous êtes ici à Paris avec la maire de Paris pour montrer qu'il y a des solutions, car pour qu'il y ait un accord à Paris, il faut qu'il y ait des engagements souscrits par les Etats, un texte sur lequel en ce moment les négociateurs travaillent. Puis les ministres s'en empareront et enfin il y aura un consensus, sur lequel les chefs d'Etat et de gouvernement auront forcément à dire leur mot à la fin. Mais il faut aussi qu'il y ait des financements, j'y reviendrai, à la hauteur annoncée et il convient qu'il y ait aussi des solutions. Et c'est dans le cadre de l'agenda des solutions que vous devez être particulièrement mobilisés.

Je sais que vous rassemblez plusieurs réseaux européens, de villes, de régions, d'autorités locales, des territoires qui sont dans des situations parfois très différentes, des pays développés mais aussi des pays en développement, mais vous êtes confrontés aux mêmes urgences.

Ce qui m'a particulièrement frappé ces derniers mois, c'est qu'aucune région du monde ne pouvait s'extraire, se sentir comme protégée par les désordres climatiques et que s'il y en avait certaines qui étaient plus concernées que d'autres, c'était la planète entière qui était aujourd'hui affectée. Nous avons 1.000 signes, l'année qui s'achève a été l'année la plus chaude du monde, de la planète, de l'histoire de la planète.

Nous avons tous les signes que les émissions de gaz à effet de serre ont atteint un niveau record. Nous avons toutes les preuves de l'élévation du niveau de l'océan. Nous avons également eu le recensement du plus grand nombre de catastrophes climatiques pour l'année 2014. Face à ces situations, nous devons agir, vous avez vous-même présenté des plateformes thématiques dans tous les domaines : transports, habitat, énergie, efficacité, économie circulaire, recyclage des déchets. Et c'est toutes ces initiatives qui vont faire partie intégrante du plan d'action « Lima Paris » qui est discuté tout au long de cette semaine dans le cadre de la COP21.

Vous allez vous-même adopter une déclaration et elle aura toute sa place, une déclaration ambitieuse autour de trois objectifs qui sont précisément ceux que les négociateurs ont entre leurs mains pour bâtir leur texte : l'adaptation au changement climatique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et les financements nécessaires pour cette adaptation.

Nous avons quatre défis à relever. Le premier c'est le défi de la solidarité. Les villes et les territoires les plus impactés par le réchauffement climatique sont le plus souvent situés dans les pays en développement. Ce sont les pays les plus vulnérables qui ont pourtant contribué très peu à l'effet de serre qui sont les plus menacés. Certains de ces territoires peuvent même disparaître d'ici la fin du siècle.

Donc nous devons porter ensemble les villes, les autorités locales, les Etats l'objectif de justice climatique. La Conférence de Paris ne doit pas être simplement l'affirmation d'un certain nombre d'actions en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce doit être aussi un texte avec des moyens qui permettent la redistribution, la lutte contre les inégalités, la lutte contre la pauvreté. Et on ne peut pas séparer lutte contre le changement climatique et lutte contre la pauvreté.

Le deuxième défi, c'est celui de l'urbanisation. D'ici 2050, les villes devraient accueillir les deux tiers de l'humanité. Si rien n'était fait, 70 % des rejets de CO2 seraient hélas produits dans les villes. En 2015, la planète compte 7 milliards d'habitants, en 2050 elle en comptera 10 milliards et donc pour la plupart, dans les villes. Si cette croissance urbaine n'est pas maîtrisée, il y aura non seulement des problèmes de sécurité, d'inégalités mais il y aura également une dégradation du climat.

Donc nous appelons à travers l'urbanisation, à d'autres formes de construction de villes, des villes durables, des villes vertes, des territoires à énergie positive, voilà ce qui est l'enjeu de votre action et de ce que nous avons à faire au niveau de nos États. Je me réjouis que vos objectifs puissent inscrire comme ambition 200 à 300 villes en 5 ans pouvant engager des plans d'adaptation.

Le troisième défi, c'est celui du financement. J'imagine que pour vous, c'est le défi majeur. La

COP21 doit mobiliser les fonds et les moyens disponibles pour soutenir la transition, l'adaptation. Le chiffre de 100 milliards a été énoncé à Copenhague, mais il ne suffit pas d'énoncer un chiffre et même de faire des additions pour aboutir nécessairement à la mobilisation des ressources. Il y aura sans doute 100 milliards à la fin de la semaine prochaine qui seront dégagés. Que signifieront-ils ? Pour une partie de ces sommes, ce sont des dons, des prêts des Etats et nous pouvons les considérer comme certains.

Il y a également les interventions des institutions financières internationales, des banques de développement, nous pouvons les ajouter sans risque. Et puis il y a la mobilisation d'autres ressources, ressources privées indispensables, ressources également de ce que peuvent apporter les collectivités locales. Puis il y a des fonds qui peuvent être souscrits par de grandes institutions financières pour modifier les investissements en matière climatique.

A cet égard comme il a été dit, le prix du carbone, une taxe carbone, une contribution carbone dans les villes, dans les régions et il y en a qui ont déjà montré l'exemple, sur plusieurs continents, l'Europe s'y est engagée, la Chine s'y prépare. Tout cela peut contribuer aussi à l'alimentation de ces fonds. Nous avons besoin de 100 milliards à partir de 2020, 100 milliards par an et il y a d'ores et déjà un Fonds vert qui a été créé, qui n'est pas encore suffisamment alimenté, mais qui commence à financer des projets.

Pour vous ce qui doit compter, ce n'est pas seulement l'ampleur du financement, c'est l'accès aux sources de financement. Je sais que c'est une de vos revendications et nous devons donc aller vers toutes les formes de simplification, des guichets uniques pour permettre qu'il y ait la mobilisation des aides publiques, des prêts ou garanties, et l'affectation des recettes créées par des contributions exceptionnelles, et je n'oublie pas le mécénat.

C'est ce qui nous permettra d'avoir le financement de projets urbains, et la France parce qu'elle accueillait la Conférence mais aussi parce qu'elle est engagée depuis longtemps pour le développement a décidé d'augmenter ses financements climat de 2 milliards pour la porter à 5 milliards d'euros en 2020, afin de favoriser l'émergence de ces fonds. L'Agence française de développement contribuera également à porter des projets, mais elle ne pourra le faire comme d'ailleurs au niveau mondial ce fonds ne pourra véritablement se déployer que s'il y a des projets.

Et c'est vous, vous les maires, vous les autorités locales qui portez ces projets. Ce qui nous conduit à dire qu'il n'y aura pas de réussite de la Conférence sur le Climat s'il n'y a pas au lendemain de l'accord une mobilisation, celle que vous avez déjà créée, des autorités locales pour accéder à ces ressources, pour investir dans le développement durable, pour agir, en permettant à vos concitoyens d'être eux-mêmes pleinement responsables.

Et j'en arrive au dernier défi qui est celui de la démocratie. La lutte contre le réchauffement climatique est aussi une bataille démocratique. Il ne peut pas y avoir de réussite s'il n'y a pas une implication de chacune et de chacun d'entre nous. Je ne parle pas ici des élus, je parle des citoyens. Il y a d'abord ce qui est en cours, ce sont des réformes locales dans tous les pays qui attribuent plus de compétences, plus de ressources, plus de moyens aux collectivités locales, pour une répartition différente des actions.

Les Etats peuvent décider des règles, peuvent mettre en jeu des financements, peuvent avoir des modes d'incitation, peuvent également investir mais de plus en plus, ce seront les territoires eux-mêmes qui seront les acteurs principaux. Nous devons également nous appuyer sur les citoyens s'il n'y a pas une responsabilité personnelle, s'il n'y a pas une forme de morale climatique, s'il n'y a pas des incitations fortes pour que les décisions que nous prenons dans notre vie quotidienne soient modifiées, il n'y aura pas de réduction des gaz à effet de serre et des émissions telles que nous le voulons.

Nous avons fixé l'objectif de moins de 2 degrés, nous savons que si nous ajoutons toutes les contributions aujourd'hui, nous sommes au-dessus de 2 degrés. D'où le mécanisme de révision qui, je l'espère, sera intégré dans l'accord. Mais d'où aussi la mobilisation de toutes les technologies pour parvenir tout au long des prochaines décennies à réduire le réchauffement et à le placer en-dessous de 2°C, certains disent même un degré et demi. Nous n'y parviendrons que

si vous-mêmes, vous êtes capables de disposer de technologies.

Plus que les financements, la question c'est le partage des technologies. Le Premier ministre indien a développé l'idée d'un plan pour l'énergie solaire, d'une alliance pour le solaire et la Chine s'est engagée résolument dans les énergies renouvelables et l'Afrique est en train de porter un projet pour permettre que l'électricité issue des énergies renouvelables soit enfin à la portée de tous. Alors comment pouvons-nous coordonner tous ces efforts ? En faisant en sorte qu'il y ait des technologies qui puissent permettre à peu de frais, avec des coûts limités, de préserver le climat.

Mesdames et messieurs une fois encore, je veux saluer votre engagement, souligner la force que vous représentez. J'étais très fier d'accueillir les chefs d'Etat et de gouvernement, je me rendais compte en cet instant de ce que cela représentait, pas simplement pour mon pays au moment où il était frappé, mais de ce que cela représentait pour le monde entier une telle prise de conscience. Mais je me rends compte aussi de ce que signifie cette réunion d'aujourd'hui, avec des acteurs qui mobilisent des investissements, qui agissent au quotidien.

Je me faisais cette réflexion à moi-même et je vous la livre : dans l'action politique, il y a ce qui est mesurable aux échéances qui sont prévues par les élections, et puis il y a un enjeu qui dépasse les mandats et même les vies, les vies publiques, les vies tout simplement. Celui de savoir que nous allons agir pour une période que nous ne vivrons pas, que nous ne pourrons pas mesurer les résultats de nos actions, mais nous les engageons quand même.

Qu'est-ce qu'il y a de plus noble dans la politique ? C'est le désintérêt, c'est la volonté de transmettre, c'est l'idée qu'il y a une humanité et que si nous ne sommes pas forcément jugés pour aujourd'hui, -je vous l'assure- nous serons jugés pour demain si nous avons réussi, mais encore davantage si nous avons échoué. Mais nous allons, j'en suis sûr en vous voyant, réussir. Merci.